

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95010 Pontoise

Pontoise, le 19/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13 juin 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GARNIER ET FILS (Sarcelles)**

10 rue du Vignolle  
95200 Sarcelles

**N/Réf :** UD95-2025-38B  
**Code AIOT :** 0006513231

### **1) Contexte**

---

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 juin 2025 dans l'établissement GARNIER ET FILS (Sarcelles) implanté 10 rue du Vignolle 95200 Sarcelles. L'inspection a été annoncée le 09/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'Inspection. Le site étant considéré comme prioritaire au regard de son classement IED, il fait l'objet d'au moins une inspection par an. Le contrôle a en particulier porté sur le sujet les « travaux par point chaud », soit une Action Nationale de l'Inspection pour l'année 2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GARNIER ET FILS (Sarcelles)
- 10 rue du Vignolle 95200 Sarcelles
- Code AIOT : 0006513231
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GARNIER ET FILS située à Sarcelles a été rachetée par le groupe PAPREC en juillet 2022. Le site hébergeait historiquement des activités de stockage, transit et traitement de déchets relevant de la nomenclature des installations classées, réparties en trois pôles :

- les métaux ferreux et non ferreux (collecte, tri, traitement par cisaillement en matières premières secondaires) ;
- les D3E (déchets d'équipements électriques et électroniques) - collecte, tri, démantèlement ;
- les déchets papiers, bois, cartons (tri, transit).

Le site est soumis à autorisation et son activité est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 917/2009 du 5 novembre 2009, complété en dernier lieu par l'arrêté complémentaire n°IC-21-078 du 16 septembre 2021.

Depuis le rachat par PAPREC, l'activité du site est recentrée sur le secteur de tri / transit de fer et métaux. Les activités D3E et DASRI sont totalement arrêtées.

Le site héberge désormais l'activité maintenance du groupe (PAPREC TECHNIQUE) dans les anciens locaux utilisés pour l'activité D3E.

La société est implantée dans le parc d'activité du Val de France, au 10 rue du Vignolle à Sarcelles (95200), sur un site de 2,8 ha dont elle est propriétaire, entièrement clôturé.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Travaux et points chauds
- Eau de surface
- Risque incendie

## **2) Constats**

---

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Analyses des eaux	AP Complémentaire du 16/09/2021, article 4.3.10	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Quantité de déchets stockés	AP Complémentaire du 16/09/2021, article 8.2.1	/	Sans objet
2	Contrôle des installations électriques	AP Complémentaire du 16/09/2021, article 7.2.3	/	Sans objet
3	Confinement des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 16/09/2021, article 7.5.5.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Entretien des séparateurs	AP Complémentaire du 16/09/2021, article 4.3.3	/	Sans objet
6	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Sans objet
7	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
8	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
9	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Sans objet
10	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	/	Sans objet
11	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008, article /	/	Sans objet
12	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Sans objet
13	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Sans objet
14	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
15	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation est assurée avec rigueur et sérieux, notamment s'agissant du volet de la prévention du risque incendie. Le sujet des « travaux par point chaud » est, en particulier, particulièrement suivi et cadré. Une seule non-conformité a été constatée, elle concerne la qualité des eaux rejetées qui présente plusieurs dépassements de VLE.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Quantité de déchets stockés

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/09/2021, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention du risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site stocke au maximum à tout moment : <u>Quantité maximale de déchets non dangereux stockés sur le site :</u> - 2 400 t soit 27 000 m <sup>3</sup> de papiers, cartons, plastiques dont 40 t soit 270 m <sup>3</sup> de bois de démolition - 6 500 t soit 9 000 m <sup>2</sup> de déchets de métaux - 55 t soit 720 m <sup>3</sup> de déchets non dangereux en mélange  <u>Quantité maximale de déchets dangereux stockés sur le site :</u> - 100 t soit 150 m <sup>2</sup> de VHU en attente de traitement (hors VHU relevant de l'article R. 543-154 du code de l'environnement, qui sont interdits sur le site) - 625 t soit 2 000 m <sup>3</sup> de D3E (avant et après démantèlement) dont : • 6 t soit 55 m <sup>3</sup> de GEM Froid • 25 t soit 170 m <sup>3</sup> d'écrans (écrans CRT, plats, réemploi ou non) - 49 t soit 87 m <sup>3</sup> d'autres déchets dangereux dont • 20 t soit 30 m <sup>3</sup> de tubes cathodiques • 3 t soit 10 m <sup>3</sup> de tubes fluorescents / lampes à décharge • 0,2 t soit 2 m <sup>3</sup> de condensateurs (sans PCB) • 1,4 t soit 4 m <sup>3</sup> d'huiles
<b>Constats :</b>  L'exploitant a rappelé la situation administrative du site suite à la reprise de l'activité par le groupe PAPREC. Désormais, trois entités cohabitent sur le site de Sarcelles : <ul style="list-style-type: none"><li>• PAPREC METAL (anciennement GARNIER ET FILS),</li><li>• COVED 95 (collecte des ordures-ménagères) depuis le 1er mai 2025,</li><li>• PAPREC TECHNIQUE (stockage de pièces de rechanges et de maintenance).</li></ul> L'exploitant rappelle également qu'il a définitivement mis un terme depuis juillet 2023 à deux activités précédemment exercées sur le site : (i) le traitement de D3E et (ii) le transit de DASRI.  Dans ce cadre, il a déposé un Porter à connaissance de modification qui sera prochainement instruit par l'Inspection. Ce PAC demande en particulier le déclassement IED du site, puisque ce statut IED du site était uniquement lié à l'activité de traitement des D3E.  L'exploitant suit son état des stocks au fur et à mesure via son système informatique relié au pont bascule. Toutes les entrées et sorties y sont enregistrées en temps réel. Il réalise une vérification de cohérence hebdomadaire entre son état des stocks <u>théorique</u> issu de ce suivi, et le stock <u>réel</u> qu'il constate sur le site.  L'exploitant a présenté et fourni son état des stocks à la date de l'inspection : <ul style="list-style-type: none"><li>- DIB : 20 t de papiers, cartons, plastiques</li><li>- Bois : 0 t (les seules entrées de bois vont désormais en DIB)</li><li>- D3E : 2,5 t (en transit issu du platin reçu sur site)</li></ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Batteries : 10 t</li> <li>- Papiers/Carton : 200 kg</li> <li>- 400 t de métaux</li> </ul> <p>Ces quantités sont conformes aux quantités autorisées.</p> <p>L'exploitant indique que son activité autorisée de traitement de VHU (hors voiture) est anecdotique. Il traite encore des chariots élévateurs, mais seulement de manière épisodique. Aucun VHU n'est présent sur site au jour de l'inspection.</p> <p>L'exploitant précise enfin que suite à l'arrêt de son activité de traitement des D3E, il ne reçoit plus de piles, batteries, lampes, condensateurs, huiles usagées.</p> <p><b><u>La prescription contrôlée est respectée.</u></b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/09/2021, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention du risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...)</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a obtenu un Q18 le 12 novembre 2024 (réalisé par BUREAU VERITAS) pour l'ensemble du site (soit les trois entités PAPREC - cf. fiche n°1) qui a mis en évidence des non-conformités dans le périmètre de COVED. Ces non-conformités sont en cours de traitement. Aucune non-conformité n'est relevée sur le périmètre PAPREC METAL.</p> <p>PAPREC METAL va refaire un Q18 via BUREAU VERITAS cet été pour son seul périmètre.</p> <p>L'exploitant précise qu'il réalise des opérations de maintenance préventive, notamment le contrôle régulier des transformateurs, réalisé par un prestataire extérieur, et qu'il a installé des arrêts d'urgence sur les transformateurs électriques (standards du Groupe PAPREC).</p> <p><b><u>La prescription contrôlée est respectée.</u></b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Confinement des eaux d'extinction**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/09/2021, article 7.5.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention du risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 12/11/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 12/03/2025</li></ul>
<b>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat lors de l'inspection du 12/11/2024 :</b> L'inspection demande donc à PAPREC de fournir des éléments complémentaires suite à cette modification des dispositifs de coupure générale de l'alimentation électrique.
<b>Constats :</b> L'exploitant a répondu à l'observation formulée lors de la précédente inspection par courriel du 7 janvier 2025. Il indique que :  <u>« Pour le risque incendie :</u> le dispositif [de coupure automatique] a un impact positif puisqu'il permet aux services de secours de pouvoir couper rapidement et sans risque l'alimentation électrique du site ; et permet ainsi une intervention plus rapide et plus sécurisée.  <u>« Pour la mise en rétention du site :</u> la mise en rétention du site fonctionne par un système de pompes de relevage alimentées électriquement. En cas de nécessité, ces pompes de relevage sont coupées par une action humaine au niveau des armoires d'alimentation des pompes. La coupure de l'alimentation générale du site entraîne la coupure des pompes de relevage, et donc la mise en rétention automatique du site. La mise en place de ce système a donc un impact positif. »  <u>La demande de l'Inspection issue de l'inspection précédente est soldée.</u>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Entretien des séparateurs**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/09/2021, article 4.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  La conception et la performance des débourbeurs et séparateurs d'hydrocarbures permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Ils sont entretenus, exploités et surveillés de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...).
(...)
<b>Constats :</b>  Un décanteur et trois séparateurs sont installés sur le site. L'exploitant indique réaliser leur entretien, via l'intervention d'une entreprise spécialisée, tous les 6 mois. Leur dernier entretien en

date a été réalisé le 18 mars 2025 par la société ORTEC. Le bon d'intervention correspondant a été présenté en séance.

Les entretiens précédents ont été réalisés les 31 mai et 3 décembre 2024.

**La prescription contrôlée est respectée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Analyses des eaux

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 16/09/2021, article 4.3.10

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Rejets n° 2 et 3 :

MES : 35 mg/L

DCO : 125 mg/L

DBO5 : 5 mg/L

Pb : 0,5 mg/L

Cu : 0,5 mg/L

Cr : 0,5 mg/L

Ni : 0,5 mg/L

Zn : 2 mg/L

Mn : 1 mg/L

Etain : 2 mg/L

Fer : 5 mg/L

Mercuré : 0,05 mg/L

PCB : 0,05 mg/L

HCT : 5 mg/L

Les valeurs limites pour le mercure et pour les PCB sont des valeurs limites mensuelles, les valeurs limites journalières ne devant pas dépasser deux fois les valeurs limites mensuelles Une fois par mois, une analyse de ces polluants est réalisée par un laboratoire extérieur agréé par le ministère chargé de l'environnement aux points de rejets n° 2 et 3. Les résultats de ces analyses sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Sauf impossibilité technique, les résultats de cette auto surveillance sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet « GIDAF » (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes) disponible sur le portail [monaiot.developpement-durable.gouv.fr](http://monaiot.developpement-durable.gouv.fr).



## Constats :

Un point a été fait en séance entre l'exploitant et l'Inspection sur la fréquence des analyses des eaux superficielles. L'arrêté d'autorisation du 5 novembre 2009 imposait une fréquence annuelle d'analyse de ces eaux (article 4.3.10) pour les points de rejets n° 2 et 3.

Puis, suite au dernier réexamen IED du site, l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 septembre 2021 a imposé une fréquence mensuelle (articles 4.3.10) pour ces mêmes points de rejets.

Or, le classement IED du site, au titre du BREF WT, est justifié par le fait que le dossier d'autorisation prévoyait l'installation sur le site d'un broyeur de D3E. Raison pour laquelle le site a été autorisé au titre de la rubrique 2790, et donc ensuite au titre des rubriques 3510, 3532 et 3550 (IED).

Or, le broyeur de D3E envisagé par le précédent gérant n'a jamais été installé sur le site. Ceci a été constaté par l'Inspection lors de précédentes visites d'inspections. Par ailleurs, suite à la reprise du site par PAPREC METAL, l'activité de D3E a été complètement arrêtée sur le site, ce qui a déjà été constaté lors de la précédente inspection en 2024.

En vue de mettre à jour sa situation administrative, l'exploitant a déposé en septembre 2024 un porte à connaissance pour que soit acté l'arrêt des activités de « transit et traitement de D3E » et « transit de DASRI ».

C'est la raison principale pour laquelle l'exploitant est resté sur une fréquence annuelle d'analyse des eaux (et non mensuelle), comme prescrit par son arrêté d'autorisation du 5 novembre 2009.

La dernière analyse en date a été réalisée le 25 septembre 2024 pour les rejets 2 et 3 (date de prélèvement). Les analyses ont été réalisées par AGROLAB. Le rapport d'analyse a été fourni en séance.

### Plusieurs dépassements des VLE sont constatés :

MES (VLE : 35 mg/L) : **39 mg/L** (point 2) et **320 mg/L** (point 3)

DBO5 (VLE : 5 mg/L) : **13 mg/L** (point 2) et **10 mg/L** (point 3)

Pb (VLE : 0,5 mg/L) : 0,14 mg/L (point 2) et **0,9 mg/L** (point 3)

Zn (VLE : 2 mg/L) : 0,99 mg/L (point 2) et **2,3 mg/L** (point 3)

Fer (VLE : 5 mg/L) : 3,6 mg/L (point 2) et **15 mg/L** (point 3)

HCT (VLE : 5 mg/L) : **10 mg/L** (point 2) et **6,1 mg/L** (point 3)

**Non-conformité n°1 : les résultats des analyses des eaux superficielles rejetées dépassent les VLE imposées sur plusieurs paramètres. Il convient que l'exploitant indique les raisons pouvant expliquer ces dépassements et les actions qu'il envisage de mettre en œuvre pour que ses rejets soient conformes aux exigences réglementaires.**

**Observation : compte tenu des explications ci-dessus relatives à la fréquence d'analyse, il est proposé de ne pas retenir ce sujet comme un point de non-conformité. L'Inspection a prévu d'instruire le PAC de l'exploitant à court terme.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais : 6 mois**

## N° 6 : Identification des zones à risque

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Locaux à risque
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a présenté en séance son Plan de défense incendie (PDI) qui liste, en particulier les moyens d'intervention disponibles sur le site, les points d'accès, la liste des personnes formées à manipuler les RIA et extincteurs, etc.</p> <p>Ce PDI, qui a été communiqué au SDIS, contient notamment un plan recensant les zones à risques du site, ainsi qu'un inventaire des produits chimiques. Les zones à risques sont définies au sein du PDI en fonction des risques qu'elles présentent (risque d'explosion, de départ de feu, etc.)</p> <p>Lors du tour de terrain, il a été constaté que des consignes écrites sont affichées à proximité de ces zones.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'il réalisait 4 exercices incendie par an, au cours desquels il teste la bonne application du PDI.</p> <p><b><u>La prescription contrôlée est respectée.</u></b></p> <p><b>Observation :</b> l'Inspection a invité l'exploitant à contacter le SDIS lors de ses exercices PDI, en précisant bien lors de l'appel qu'il s'agit d'un exercice, pour dérouler la procédure jusqu'au bout et permettre de s'entraîner à répondre aux questions du SDIS dans pareil cas de figure.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Consignes d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]  Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin : [...] - l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
<b>Constats :</b> L'exploitant a établi des consignes relatives à l'exploitation et la sécurité. Il les a présentées en séances. Celles-ci sont également affichées en différents endroits du site.  Ces consignes prévoient notamment l'établissement d'un plan de prévention, réalisé en amont de toute intervention sur site d'une entreprise extérieure, entre PAPREC et cette entreprise.  Un exemple de plan de prévention a été choisi par échantillonnage par l'Inspection et présenté en séance par l'exploitant.  <u><b>La prescription contrôlée est respectée.</b></u>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Interdiction d'apporter du feu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Interdiction de feu
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
<b>Constats :</b> L'interdiction d'apporter du feu fait bien partie des consignes de sécurité établies par l'exploitant. Il est notamment interdit de fumer sur tout le site, sauf au niveau de la zone fumeur, matérialisée et en extérieur. Si besoin de réaliser une activité par point chaud, alors l'exploitant prépare au préalable un permis feu.  <u><b>La prescription contrôlée est respectée.</b></u>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Permis de feu
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li> <li>[...]</li> </ul> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant établit des permis feu préalables à la réalisation de tous travaux par point chaud. Cela concerne en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'utilisation d'une disqueuse électrique pour procéder au déferrage de certains métaux reçus (séparation des différentes parties pour isoler le cuivre) ;</li> <li>• la découpe de grosses pièces métalliques au chalumeau, réalisée sur le site dans le cadre d'un contrat de sous-traitance.</li> </ul> <p>Pour l'utilisation de la disqueuse électrique, l'exploitant réalise un permis feu valable une semaine maximum. Pour la découpe par chalumeau, réalisée par une entreprise extérieure, le permis est valable une seule journée. L'exploitant a présenté un permis feu, choisi par échantillonnage par l'Inspection.</p> <p>Ce permis indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les dates concernées,</li> <li>• les horaires des travaux (début, fin), étant précisé par l'exploitant que l'horaire de fin de travaux est systématiquement fixé à 2h avant la fermeture du site, pour disposer ensuite de suffisamment de temps pour les contrôles de sécurité post-travaux,</li> <li>• le lieu et la zone de travail,</li> <li>• la nature des travaux,</li> <li>• les outils utilisés,</li> <li>• l'ensemble des précautions prises,</li> <li>• le responsable du permis feu (soit la responsable du site),</li> <li>• l'intervenant,</li> <li>• les signatures avant et après la réalisation des travaux.</li> </ul> <p><b><u>La prescription contrôlée est respectée.</u></b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Plan de prévention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés : [...]  4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.  [...]
<b>Constats :</b>  Le site n'est pas soumis à la réalisation d'un plan de prévention au sens du Code du travail.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Dispositions du plan de prévention**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 07/03/2008, article /
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article R4512-8 du Code du travail  Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes : 1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; 2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; 3. Les instructions à donner aux travailleurs ; 4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ; 5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.
<b>Constats :</b>  Le site n'est pas soumis à la réalisation d'un plan de prévention au sens du Code du travail.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Travaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Permis de feu
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li><li>- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li></ul> [...]  Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.
<b>Constats :</b>  Ce sujet est traité à la fiche n°9. Les permis feu de l'exploitant sont correctement renseignés et archivés.  <b><u>La prescription contrôlée est respectée.</u></b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Travaux et sous traitance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Sous traitance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : [...] <ul style="list-style-type: none"><li>- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant établit un plan de prévention avec toutes les entreprises amenées à intervenir sur le site dans le cadre d'une sous-traitance. Cela est notamment le cas pour les opérations de découpe au chalumeau.  L'exploitant a présenté un plan de prévention qui a été choisi par échantillonnage par l'Inspection. Celui-ci indique : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'entreprise concernée (nom, coordonnées)</li></ul>

- visite avant le début des travaux
- description des travaux
- consignes de sécurité
- rappel des numéros d'urgence
- analyse des risques de l'intervention et mesures de préventions associées
- matériels mis à disposition de l'entreprise extérieure
- gestion des déchets de chantier
- analyse des risques
- instructions spécifiques

En outre, comme indiqué à la fiche n°9, l'exploitant établit un permis feu pour tous travaux par point chaud, y compris lorsque ces travaux sont réalisés par une entreprise extérieure.

**La prescription contrôlée est respectée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 14 : Formation du personnel

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Formation

##### **Prescription contrôlée :**

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.

##### **Constats :**

L'exploitant indique qu'il assure une formation annuelle de son personnel au risque incendie par l'entreprise P2S.

Les personnes formées sont listées dans le PDI présenté en séance, qui précise aussi les dates de formation de chaque employé.

Le personnel est ainsi formé à utiliser les moyens d'intervention, dont les lances à incendie installées sur le site.

Comme indiqué à la fiche n°6, l'exploitant réalise 4 exercices incendie par an, au cours desquels les moyens d'extinction sont utilisés.

**La prescription contrôlée est respectée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 15 : Surveillance fin de travaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Fin de travaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.
<b>Constats :</b>  Les permis feu délivrés par l'exploitant prévoient systématiquement une fin des travaux au plus tard 2 heures avant l'heure de fermeture du site. Ce laps de deux heures permet à l'exploitant de vérifier la situation à l'issue des travaux, notamment au plan de la sécurité.  En particulier, l'exploitant réalise chaque jour en fin de journée une ronde de sécurité du site, notamment des zones à risques, avec des mesures de température pour identifier tout éventuel point chaud susceptible de provoquer un départ de feu. Cette vérification est réalisée par la responsable du site, avec une caméra thermique vue lors de l'inspection, qui reporte les relevés de température sur une fiche qui est archivée.  <u><b>La prescription contrôlée est respectée.</b></u>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite